



INSTRAW

nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT

VOL. I NO. 2 JUILLET 1984



Session d'inauguration du séminaire international d'INSTRAW sur la décennie de l'eau potable et de l'assainissement.
Le Caire, Egypte.

**INSTITUT INTERNATIONAL
DE RECHERCHE ET DE FORMATION
DES NATIONS UNIES
POUR LA PROMOTION
DE LA FEMME
(INSTRAW)**

1984 I
WAT-GLO
SEM
FR

**FEMMES, EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (IOWSSO)
SEMINAIRE INSTRAW, LE CAIRE**



L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (INSTRAW)

L'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies a été créé par le Conseil économique et social —Résolution du Conseil 1998 (LX) du 12 mai 1976— conformément à une décision antérieure de l'Assemblée générale —Résolution 3520 (XXX) du 15 décembre 1975— basée sur une recommandation de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975.

L'Institut est un organe autonome au sein de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la Charte des Nations Unies, il a été créé comme un instrument international visant à effectuer des études, établir des programmes de formation et diffuser des informations pour mobiliser les femmes en vue de leur participation au développement.

Objectifs et Fonctions

L'Institut a pour objectifs de stimuler et de faciliter, par la recherche, la formation, la collecte et l'échange d'information, les efforts des organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales en faveur de la promotion de la femme et de son intégration au développement, à la fois comme participante et comme bénéficiaire. En conséquence, les fonctions principales de l'Institut sont les suivantes:

Entreprendre des recherches et des études axées sur l'action concrète en vue de favoriser l'intégration et la participation actives des femmes au processus de développement. Ces activités accorderont une attention toute particulière aux problèmes que confrontent les femmes dans les pays en développement et permettront à celles-ci de participer à tous les niveaux de conception, élaboration et mise en œuvre de ces activités;

Mettre sur pied des activités de formation, telles qu'un programme de bourses et des services consultatifs, afin de susciter une prise de conscience concernant les questions relatives aux femmes et au développement. L'Institut s'efforcera également d'obtenir une participation égale des femmes dans tous les domaines de la vie sociale et économique et les encouragera à s'adapter aux changements rapides de la société actuelle;

Créer et maintenir un système d'information, de documentation et de communication, afin que l'Institut puisse diffuser sur le plan mondial les informations relatives aux questions féminines.

En vue de réaliser ses objectifs, l'Institut travaille en étroite collaboration et de façon coordonnée avec les instituts, centres de recherche et d'autres organismes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

L'Institut est placé sous l'autorité d'un Conseil d'administration qui se réunit une fois par an. Il se compose de 11 membres provenant de différentes régions du monde et qui sont désignés par le Conseil économique et social sur proposition des Etats. Chaque membre du Conseil siège à titre personnel pour une période de trois ans; son mandat peut être reconduit une fois seulement par le Conseil économique et social.

COVERTURE: Session d'inauguration du séminaire international de l'INSTRAW sur la décennie de l'eau potable et de l'assainissement (IDWSSD), soutenu au Caire, 12 — 16 mars, 1984. Gauche à droite: Mme. Dunja Pastizzi-Ferencic, Directeur de l'INSTRAW, Dr. Badran, Chef de l'Académie des Sciences de l'Égypte, Dr. El-Beltague, Chef de l'Information de l'Égypte, M. El Kafrawi, urbanisme, Dr. Wali, Ministre de l'Agriculture, et Mme. Mervat Tallawy, Chef de recherche et de formation de l'INSTRAW.

Conseil Economique et Social (ECOSOC)

Photo: UN/Yutaka Negata



Vue générale de la session de l'ECOSOC.

A sa première séance ordinaire, tenue en avril 1984 à New York, le Conseil économique et social a examiné le rapport de la quatrième session du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

La Directrice, Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, a pris la parole pour faire la présentation introductive dudit rapport (E/1984/41). Elle a fait remarquer que la quatrième séance du Conseil, la première tenue au Siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue, revêtait une importance toute particulière étant donné qu'elle avait évalué la mise en oeuvre du programme de travail initial de l'Institut pour l'exercice biennal 1982/83, approuvé le programme pour le nouvel exercice bienal 1984/85 et révisé et approuvé les Statuts de l'Institut, le document de base qui gouverne son développement futur.

Mme Pastizzi-Ferencic a exprimé que le programme de l'INSTRAW met l'accent sur le rapport étroit qui existe entre les aspirations d'égalité et d'un rôle plus actif des femmes et les processus de développement à tous les niveaux, national, régional et international. La Directrice a ajouté que ce rapport est extrêmement important tant

pour la situation des femmes que pour une approche intégrée du développement, ce qui implique une recherche de formules innovatrices, basées sur l'équité, la justice et la participation.

Elle a déclaré que de nombreuses consultations ont eu lieu pour préparer le projet de Statuts qui a été présenté à la quatrième séance du Conseil, en tenant compte de toutes les décisions pertinentes des organes directeurs, le Conseil d'administration, l'ECOSOC et l'Assemblée générale, (y compris sa résolution 38/104), ainsi que de l'expérience initiale et des rapports de travail développés dans le cadre des programmes de coopération de l'Institut.

La plupart des Etats Membres qui ont participé à la discussion de ce point à l'ordre du jour de la première séance ordinaire de l'ECOSOC ont manifesté leur appui total aux activités de l'Institut. Certaines délégations ont considéré que l'INSTRAW avait un rôle important à jouer dans la promotion de la participation féminine au processus de développement. D'autres délégations ont déclaré qu'elles se sentaient satisfaites que l'Institut fonctionnait maintenant à son siège en République Dominicaine. Un vif intérêt a

été exprimé pour le programme que l'Institut réalise actuellement concernant les indicateurs et les principales statistiques connexes relatives aux femmes; la participation des femmes à la planification et à la programmation du développement; le rôle des femmes dans la mise en oeuvre des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement; le rôle de la femme dans les relations économiques internationales; le rôle des femmes dans l'application de la politique d'autosuffisance individuelle et collective des pays en développement.

Il a été manifesté que les Statuts de l'INSTRAW constituent un instrument nécessaire pour renforcer les fondements de l'Institut et pour lui assurer une solide structure légale et administrative qui lui permettra de fonctionner et de se développer bien au-delà de cette décennie.

Le Conseil économique et social a décidé à l'unanimité d'approuver les Statuts tels qu'ils sont contenus dans le rapport du Conseil d'administration et de les transmettre à l'Assemblée générale pour son approbation.

La décision adoptée par le Conseil est la suivante:

Le Conseil d'Administration de l'INSTRAW a Trois Nouveaux Membres

A sa première séance ordinaire, tenue en mars 1984, le Conseil d'administration de l'INSTRAW a élu trois nouveaux membres pour une première période de trois ans à partir du 1 juillet 1984.

Les nouveaux membres nommés sont Daniela Colombo d'Italie, Zhor Lasrak du Maroc et Achie Sudiarti Luhulima d'Indonésie, représentant, respectivement, le groupe des états africains et asiatiques.

Conformément aux statuts de l'INSTRAW, les nouveaux membres remplaceront les membres sortants dont le mandat avait déjà expiré le 30 juin 1984, après avoir été reconduit une fois.

Les membres sortants sont Marcelle Devaud de France, Aziza Hussein d'Egypte et Nobuko Takahashi du Japon.

STATUS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Le Conseil économique et social, après avoir étudié le rapport du Conseil d'administration de l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme à sa quatrième séance, approuve les Statuts de l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme contenus dans ledit rapport et les transmet à l'Assemblée générale pour son approbation.

Réunion Consultative de l'INSTRAW Avec les ONG à Genève



Photo: UN/L. Bianco

Session de l'INSTRAW et les ONG à Genève. Mars 22, 1984.

Une réunion consultative de l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme (INSTRAW) avec les organisations non gouvernementales a été convoquée en coopération avec le Service d'information des Nations Unies, au Palais des Nations à Genève, le 22 mars 1984, en vue de discuter du problème des femmes et du développement et du rôle de l'INSTRAW.

Cette réunion a été organisée conformément à une décision prise par le Conseil d'administration de l'INSTRAW lors de sa deuxième session, qui a insisté sur l'importance d'assurer une base financière solide pour le travail de l'Institut, en vue du fait que les contributions volontaires constituent sa principale source de financement. A ce sujet, le Conseil d'administration a reconnu que les ONG pourraient contribuer de façon significative en appuyant le travail de l'Institut par le biais d'activités de coopération entre l'INSTRAW et l'ensemble des ONG.

Il convient de signaler que la Conférence mondiale de 1975 de la Décennie des Nations Unies pour la

femme a souligné le rôle important que jouent les organisations non gouvernementales, particulièrement dans la mise en oeuvre des activités liées au développement, l'éveil de la prise de conscience, le changement des mentalités et la promotion de la participation active des femmes dans les activités sociales, culturelles, politiques et économiques.

L'objectif de la Réunion consultative était de présenter et discuter le mandat législatif de l'Institut, les objectifs et le programme d'activités, ainsi que d'avoir un échange de vues sur les moyens d'établir une collaboration étroite et de possibles activités futures entre l'Institut et la communauté non gouvernementale engagée dans les problèmes du développement. La réunion a compté avec la participation de 60 représentants de différentes ONG, engagées dans les problèmes des femmes et du développement, de nombreux organismes des Nations Unies et des organisations liées au système.

Thérèse Gastaut, la Directrice du Service d'information des Nations Unies à Genève, a prononcé le discours de bienvenue aux participants et a sig-

nalé les objectifs de la réunion et exprimé la satisfaction du Service d'information des Nations Unies au sujet de la convocation de la réunion consultative avec l'INSTRAW. Elle a également souligné le besoin d'entreprendre un effort commun pour promouvoir la condition de la femme et pour contribuer à la pleine participation des femmes au développement social et économique.

Les points à l'ordre du jour de la réunion incluaient: les femmes et le développement, en mettant l'accent sur les approches méthodologiques nécessaires pour traiter de cette problématique, un cadre de référence pour des possibles accords de coopération entre la communauté non gouvernementale engagée dans les questions du développement et l'INSTRAW, ainsi que le besoin de promouvoir la coopération avec la communauté non gouvernementale active dans le domaine des questions relatives aux femmes et au développement.

La Directrice de l'INSTRAW, Dunja Pastizzi-Ferencic, a présenté une introduction générale de la question des femmes et du développement. A cet égard, elle a exprimé que la Charte des Nations Unies elle-même réaffirme la foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine et l'égalité des droits entre hommes et femmes. A cette fin, les Nations Unies devraient promouvoir l'élévation du niveau de vie, le plein emploi et établir les conditions pour atteindre le progrès social et le développement. Par conséquent, a-t-elle ajouté, le but ultime du développement est l'amélioration constante du bien-être de toute la population, hommes et femmes, par le biais de leur pleine participation au processus de développement et la juste distribution de ses richesses. La Direc-

trice de l'INSTRAW a également signalé que nous sommes confrontés à un double défi: la tâche d'améliorer à la fois le processus de développement et la condition de la femme. Elle a aussi fait remarquer que les efforts entrepris jusqu'à présent au sein du système des Nations Unies sont positifs mais insuffisants, vu l'ampleur du problème. Par conséquent, des efforts redoublés doivent être déployés, tout en utilisant la longue expérience des ONG.

La Directrice a mis en relief les objectifs, les priorités et le cadre de référence des activités de l'Institut, ainsi que son mode de fonctionnement par réseaux, à travers des accords de coopération avec les Nations Unies, les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les organismes pleinement engagés dans les problèmes du développement et plus particulièrement ceux des femmes dans les pays du Tiers Monde.

La représentante de l'INSTRAW, Susan Sam-Vargas, s'est adressée à la réunion et a souligné le rapport qui existe entre les ONG et l'INSTRAW, ainsi que les possibilités de coopération future.

Elle a déclaré que les ONG pourraient travailler en étroite collaboration avec l'INSTRAW, dans le domaine des différentes activités que lui exige son mandat: l'étude des problèmes des différents groupes de femmes; l'aide à la promotion et à l'organisation d'activités ayant trait au développement et la création de services de liaison avec les organismes éducatifs et de développement pour les groupes de femmes; la promotion d'un changement des mentalités des hommes et des femmes, la coopération mutuelle entre groupes de femmes, l'exercice d'influence sur les groupes ayant pouvoir de décision et les moyens de communication, tout cela en vue d'obtenir de l'appui pour les buts du Programme d'Action; l'information de leurs membres quant aux politiques gouvernementales et les plans de développement et la divulgation de normes internationales et de programmes visant à améliorer la condition de la femme.

En guise de conclusion, elle a fait remarquer qu'un plan ou mécanisme de base pour la coopération entre l'INSTRAW et les ONG doit inclure la collaboration dans les domaines de la publicité, le financement de la recher-

che et du recueil de données, l'appui opérationnel, des programmes de bourses et la participation à l'organisation de réunions.

Dans sa présentation du point suivant à l'ordre du jour, le Chef du Département des Relations Publiques du Service d'information, Janine Hammel-Minne, a traité du thème de l'importance d'engager les femmes dans les médias en vue de créer des voies de communication pour la promotion de la coopération entre les ONG engagées dans la problématique des femmes et du développement.

Au cours du débat général il a été souligné que les participants affrontaient des difficultés de définition du terme "femmes et développement", ainsi qu'avec l'usage constant d'une terminologie dépassée.

Il a été signalé à ce sujet que l'Institut pourrait contribuer à changer le langage et les termes utilisés et mettre à jour les concepts, en tenant compte du fait que le temps et l'histoire favorisent ce changement dans l'actualité.

Il a été exprimé qu'il est dangereux de considérer les femmes comme un groupe spécial ou isolé dans la société; en effet, le concept des femmes et du développement ne deviendra une réalité que lorsqu'elles seront intégrées pleinement aux structures du pouvoir politique et social et à la prise de décisions.

Afin d'éviter des programmes et projets préconçus, des formules d'autosuffisance doivent être élaborées avec la participation des femmes des pays concernés. La formulation de ces programmes basés sur l'expérience des

pays en développement eux-mêmes devrait pouvoir compter sur les efforts de la communauté internationale toute entière.

On a également manifesté que le système actuel ne tient pas compte de l'aspect des ressources humaines et des besoins élémentaires des êtres humains. En général, il y a très peu de participation des hommes et des femmes aux processus de prise de décisions.

A cet égard, on a souligné l'importance d'informer l'opinion publique, les organisations féminines et autres et d'utiliser les médias pour transmettre de l'information à jour sur les problèmes et l'évolution de la question des femmes et du développement.

Il a été signalé que l'élaboration des politiques économiques et sociales doit tendre à identifier les mécanismes nécessaires pour promouvoir l'engagement des femmes. Dans ce cadre, il faut insister sur la création d'institutions régies par les normes socio-culturelles locales et qui encouragent les femmes à participer dans la vie civique et communautaire, les organisations professionnelles, les entreprises et les groupements politiques.

Pour conclure, il a été dit qu'il convient d'encourager la coordination parmi les organisations existantes, particulièrement celles qui ont trait aux questions du développement, ainsi que la création de nouvelles institutions pour lancer ou renforcer la coopération aux niveaux local, régional et international. Les organisations féminines devraient jouer un rôle important dans la consolidation de ces efforts.

Photo: UN/L Bianco



Mme. Thérèse Gastaut, Chef des services d'information des Nations Unies à Genève. Mme. Dunja Pastizzi-Ferencic, Directeur de l'INSTRAW et Mme. Janice Hammel-Minne, Chef de relations publiques et de documentation.

CINQ ETUDES:

Rôle de la Femme dans les Relations Economiques Internationales



Photo: Urv/Rothstein

Des femmes filent en île du Soleil, auprès du lac Titicaca, Pérou.

L'INSTRAW collabore actuellement avec plusieurs institutions académiques et de recherche de réputation internationale à la préparation d'une série d'études sur le rôle de la femme dans les relations économiques internationales. Il s'agit de la première étape d'un projet que l'Institut réalise conformément à une décision prise par le Conseil d'administration à sa troisième session.

Les études de recherche seront axées particulièrement sur l'analyse des liens entre la macro-économie et la micro-économie et leurs effets sur le rôle et la condition de la femme.

La première de ces études s'effectue en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Elle analyse le transfert et le développement des techniques, y compris le choix des techniques et leur incidence sur la situation et le travail des

femmes. L'étude se compose de trois parties dont la première est une approche conceptuelle qui examine les problèmes relatifs à la situation de la femme, surtout dans les pays en développement, ainsi que les facteurs technologiques s'y rapportant. La deuxième partie couvre le contenu empirique et analytique, alors que la troisième étudie quelques unes des implications quant aux politiques. Les deux premières parties ont été préparées, respectivement par le professeur Amartya K. Sen, professeur de la chaire Drummond d'économie politique d'All Souls College, Oxford et Deborah Fahy Bryceson, St. Anthony's College, Université d'Oxford. La troisième partie sera préparée par le Secrétariat de la CNUCED.

La deuxième étude de la série, intitulée *Les femmes et la coopération internationale au développement: commerce et investissements*, s'effectue en

collaboration avec l'Institut Nord-Sud du Canada. Cette étude examine l'inégalité des termes de l'échange entre les nations, la fluctuation des prix des produits primaires et les effets que les tarifs et les quotas imposés aux biens et produits manufacturés et semi-manufacturés des pays en développement ont sur l'emploi, les conditions de vie et de travail et le bien-être général des femmes dans les pays développés et en voie de développement.

Les femmes et l'influence des politiques des institutions financières et monétaires nationales et internationales est le titre de la troisième étude préparée par le Dr. Sushila Gidwani, qui étudie la situation monétaire internationale, la fluctuation des taux et des prix de l'échange, l'inflation et leurs effets sur les femmes, ainsi que la possibilité d'arriver à de nouveaux arrangements financiers qui puissent bénéficier aux femmes.

En coopération avec l'Institut des études sur le développement de l'Université du Sussex en Angleterre, il est préparé une étude sur les relations entre les politiques internationales dans le domaine du commerce et le travail et la situation des femmes dans les industries les plus vulnérables aux fluctuations des prix et aux mesures protectionnistes, telles que les industries textiles, l'électronique et la confection. Finalement, une étude sera entreprise en coopération avec l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AAWARD) de Dakar, Sénégal, quant à l'incidence des structures actuelles du commerce international sur la production agricole et les systèmes alimentaires, ainsi que leurs conséquences pour les femmes.

Les auteurs des études ci-dites, même que d'autres experts dans le domaine, en analyseront leurs conclusions au cours d'une réunion consultative interne qui sera tenue en septembre prochain au siège de l'INSTRAW.

Don de L'OPEP pour un Projet de Participation des Femmes au Développement Agricole

Les Fonds de l'OPEP pour le Développement international a récemment approuvé un don de US\$10,000 pour le projet INSTRAW/FAO de "Services consultatifs et le Symposium national des femmes engagées dans le développement agricole et rural", qui sera réalisé au Lesotho.

Depuis ses débuts, l'INSTRAW s'est activement intéressé au rôle des femmes dans les programmes agricoles et alimentaires et à l'incidence de ces programmes sur la situation de la femme. Cet intérêt reflète une prise de conscience accrue quant au rôle de la femme dans la production agricole, comme le prouve une série de réunions internationales telles que la Conférence mondiale de 1979 sur la réforme agraire et le développement rural et la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, en 1980.

Des études récents ont démontré que les femmes constituent une partie considérable de la totalité de la main d'oeuvre agricole. Elles jouent un rôle important dans la production alimen-

taire, surtout au niveau de l'agriculture de subsistance, et leur participation dans l'agriculture commerciale est en augmentation. Il apparaît aussi que les femmes souffrent les conséquences négatives des dernières innovations dans le secteur agricole, telles que la mécanisation, la modification des structures

de la propriété terrienne et la commercialisation créée par les forces du marché ou par l'assistance technique, ce qui réduit les femmes à pratiquer une agriculture de subsistance ou économiquement non rentable, alors que les hommes s'intègrent au secteur commercial moderne.

Photo: UN/Bernard P. Wolff



Des femmes désherpent la terre. Equateur.

Nouvelle Brochure de L'INSTRAW Sur L'Améliorations des Statistiques et des Indicateurs

L'un des premiers projets de recherche entrepris par l'Institut concernait les statistiques et les indicateurs, en réponse à la demande renouvelée de statistiques et de concepts statistiques améliorés sur la situation des femmes.

Une réunion d'experts sur ces sujets a été organisée conjointement par l'Institut et le Bureau de statistique des Nations Unies à New York du 11 au 15 avril 1984. Le groupe d'experts a révisé et approuvé deux rapports techniques établis par l'Institut:

— *Compilation d'indicateurs sociaux sur la condition de la femme*, Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme et Bureau de Statistique du Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales de l'Organisation des Nations Unies, Nations Unies, New York, 1984. Première édition. Publication

des Nations Unies. Série E-84.XVIII. 299 pages.

Ce document analyse les problèmes conceptuels et méthodologiques que pose une amélioration de la qualité et de l'utilité des données relatives à la condition de la femme à plus longue échéance.

— *"Amélioration des concepts et des méthodes pour les statistiques et les indicateurs sur la condition de la femme"*, Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme et Bureau de Statistique du Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales de l'Organisation des Nations Unies, Nations Unies, New York. Première édition 1984. Publication des Nations Unies. Série E-84-XVII. 115 pages.

Ce document fait le point des concepts, sources de données et utiliza-

teurs des indicateurs et s'appuie dans une large mesure sur les travaux antérieurs du système des Nations Unies dans ce domaine.

En se basant sur ces deux rapports, l'INSTRAW a publié une brochure qui en résume et souligne à la fois les principaux aspects. Ainsi, la brochure insiste sur une pratique erronée couramment employée dans les statistiques et les indicateurs du passé, qui consiste à utiliser des chiffres généraux pour indiquer la quantité de jeunes qui abandonnent l'école sans terminer leurs études, les taux de mortalité ou les problèmes de santé, au lieu d'établir une séparation claire entre filles et garçon et/ou femmes et hommes.

La brochure, ainsi que les deux rapports, sont disponibles gratuitement sur demande à: INSTRAW, boîte 21747, Saint-Domingue, République Dominicaine.

Séminaire Inter-régional Sur le Rôle des Femmes et la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (IDWSSD) - INSTRAW Le Caire, Egypte

Un Séminaire inter-régional sur le rôle des femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, organisé par l'INSTRAW et accueilli par le gouvernement de la République arabe d'Egypte, s'est tenu au Caire, Egypte du 12 au 16 mars 1984.

Le séminaire avait un lien direct avec la proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies de la période 1981-1990 comme Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (IDWSSD). Ce séminaire s'est concentré sur l'identification des problèmes liés à l'eau potable et à l'assainissement, particulièrement dans les domaines socio-économiques, ainsi que de la santé et de l'assainissement, de la science et de la technologie. La réunion a également recherché des solu-

tions possibles à ces problèmes à partir des expériences positives d'experts de différents pays et régions. Dans ce but, on a fait appel à l'expérience des différents participants dans le cadre de la participation tripartite des sociologues, médecins et spécialistes de la santé et ingénieurs scientifiques.

Cinquante-huit participants de plusieurs régions ont assisté à la réunion à titre personnel. Ils incluaient des représentants des organisations et des organismes spécialisés des Nations Unies ainsi que des institutions internationales de financement, des organisations non gouvernementales et autres organisations internationales. La réunion a également compté avec la participation d'observateurs des ambassades accréditées au Caire et des organisations, asso-

ciations, institutions, moyens de communication locaux, etc.

Les participants ont présenté au Séminaire 31 exposés qui couvraient les questions de l'eau potable et de l'assainissement de différents points de vue: *The Indian Dilemma*, par le Dr. Banoo Coyaji; *The Egyptian Concept*, par l'Académie Egyptienne de Recherche Scientifique et de Technologie; *The Problem of Water Supply and Sanitation and the Role of Women in Kenya in Tackling this Problem*, par Eddah Gachukia; *The Environmental Sanitation and Drinking Water Supply in the Dominican Republic*, par Martha Olga García et *The IDWSSD: A Mediation of Inconsistencies*, par Mette Jorstad.

Le Document de Stratégie pour la Promotion de la Participation des Femmes aux Activités de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement, sur recommandations du Groupe d'études inter-organisations sur la femme et l'eau et du Comité directeur de l'IDWSSD pour l'action coopérative, a été distribué au Séminaire.

Le séminaire a été inauguré officiellement par Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, la Directrice de l'INSTRAW. Le Sous-secrétaire général des Nations Unies au développement social et aux affaires humanitaires, Shuaib Uthman Yolah, a envoyé un message à la réunion pour exprimer, au nom des Nations Unies, sa profonde gratitude envers le Gouvernement et le peuple de la République arabe d'Egypte pour leur hospitalité.

Les dignitaires égyptiens suivants ont également exprimé leur appui aux objectifs du séminaire: le Directeur de l'Académie de la Recherche Scientifique, le Dr. Ibrahim Badran, le Ministre

Photo: UN/Ray Witlin



Femme d'un village, en Pizonou, remplit son seau d'une source d'eau de la communauté.

d'Etat au logement, l'urbanisation et la réhabilitation des terres, Hassaballah Al Kafrawi; le Ministre de l'Agriculture, Youssed Wali; le Président du Service d'Information de l'Etat, le Dr. Mamdouth El-Beltagui et le Ministre de l'Information, Safwat El-Sherif.

Les débats de la réunion se sont déroulés au cours d'une série de séances plénières ainsi que de 3 groupes de travail spécialisés. Le séminaire a célébré 7 séances plénières et 9 sessions de groupes de travail au cours desquelles les participants ont discuté du thème du séminaire et préparé les recommandations finales.

La réunion a élu les membres suivants du Bureau: Président; Dr. Fatma El-Gohary, participante de l'Egypte; Vice-Présidente; Mme Thérèse Abela, participante de la France; Vice-Présidente; Dr. Martha Olga García, participante de la République Dominicaine; Rapporteur: Dr. Banoo Coyaji, de l'In-

Les discussions du débat général se sont concentrées sur les nombreuses facettes du problème de l'eau potable et de l'assainissement affronté par les femmes. Il a été exprimé que comme pour tous les problèmes du développement, la question de l'eau potable et de l'assainissement est multidimensionnelle. Le problème ne se situe pas uniquement dans la sphère socio-économique, mais aussi dans les domaines technique, scientifique, sanitaire, d'assainissement et d'environnement. En outre, tous ces domaines sont liés entre eux et influencent leur évolution et leurs résultats réciproques.

On a souligné le fait que les femmes participent déjà aux activités relatives à l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement et que, par conséquent, il ne faut pas s'attendre à une participation plus poussée. Le séminaire devrait corriger l'impression erronée qu'il est nécessaire d'augmenter la participation des femmes dans ce domaine et signaler qu'il faudrait plutôt rendre la participation des femmes aux activités relatives à l'eau potable et à l'assainissement plus effective, facile et productive.

Dans ce but, il faudrait tenir compte des besoins et des exigences des

Photo: UN/Kay Muldoon.



Queue devant une source d'eau en Haute Volta.

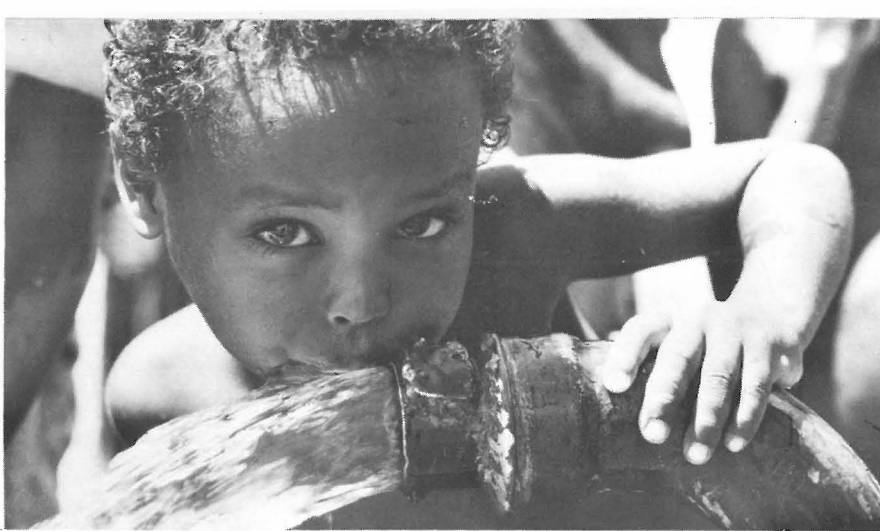


Photo: UN/O. Monsen

Enfant boit de l'eau d'un camion reservoir. Ethiopie.

femmes à tous les niveaux de la planification, la formulation et la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Dans le cadre d'une participation effective et productive des femmes, il a été affirmé qu'en vue du rapport étroit qui existe entre la santé, la qualité de l'eau et sa disponibilité, ainsi que des conditions sanitaires de l'environnement, les femmes devraient être formées de façon adéquate dans le domaine de l'entretien de l'équipement, tel que les pompes manuelles à eau, les appareils de chlorification, etc.

Parmi les points discutés, les déficiences du cadre institutionnel et de prise de décisions politiques ont été considérées comme les principales contraintes qu'affrontent les pays en voie de développement. A ce sujet, on a signalé que dans certains pays, il n'existe pas de cadre institutionnel approprié pour planifier, programmer, exécuter et superviser les activités de l'IDWSSD, alors que dans d'autres pays, il y a double emploi dans l'autorité de certaines institutions.

On considère que la création de mécanismes nationaux et de comités d'action nationaux, avec des termes de référence clairs ainsi que l'autorité et les ressources nécessaires, réduit le problème de l'organisation et de la coordination d'un cadre institutionnel. Ceci permettrait de résoudre de façon plus effective les problèmes qu'affrontent les femmes dans l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement en particulier, et d'intégrer les femmes au processus de développement.

Etant donné qu'il existe un étroit

rapport synergique entre la malnutrition et les infections causées par un environnement insalubre, il est essentiel d'améliorer les pratiques d'élimination des excréments pour ainsi élever le niveau de la santé publique. Les installations inadéquates pour l'élimination des excréments réduisent les bénéfices potentiels d'un approvisionnement sûr en eau en transmettant des micro-organismes pathogènes des personnes infectées à la partie saine de la population. Les différentes voies directes et indirectes que suivent les excréments peuvent transmettre plus de 50 infections d'une personne malade à un individu sain. La malnutrition augmente la sensibilité aux infections et celles-ci aggravent la sous-alimentation en réduisant davantage la consommation et l'absorption d'aliments.

Le séminaire a émis les recommandations suivantes quant au développement socio-économique, la santé et l'assainissement, la science et la technologie:

- *Lorsque l'on décide des priorités du développement national, un des premiers critères devrait être l'étendue du bénéfice d'un projet particulier pour les femmes, ainsi que le degré de leur participation.*

- *Des efforts spéciaux devraient être entrepris pour fournir de l'information, de l'assistance technique et de l'appui logistique aux projets qui aident les communautés à s'aider elles-mêmes quant à leurs besoins en eau et assainissement. Cela est surtout le cas pour les populations rurales dispersées et les groupes isolés qui représentent une grande majorité des personnes qui sont souvent oubliées dans les programmes d'approvisionnement en eau potable, assainissement et santé publique.*

- *Un effort tout particulier devrait être fait aux niveaux national, régional et local en vue de promouvoir des programmes d'éducation relatifs à l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'environnement. Il s'agit là d'une responsabilité publique qui engage chacun.*

- *Lorsqu'une déclaration de politique nationale reconnaît le rôle prépondérant de la femme dans la problématique de l'eau et des déchets humains, cette déclaration doit s'accompagner d'une manifestation d'appui en vue de les encourager dans ces rôles, ainsi que de stratégies recommandées visant à accroître la souplesse et la coordination locale des processus de planification. La porte est donc ouverte vers des programmes de prise de conscience locale, d'apprentissage et d'action.*

- *L'amélioration d'un approvisionnement adéquat en eau potable et de l'assainissement élémentaire se heurte à deux obstacles considérables: le manque de ressources et l'absence de mesures visant à assurer une utilisation et le maintien adéquats des installations d'eau potable et d'assainissement. Si les responsables des décisions au niveau national et les donateurs des ressources parviennent à un accord, ils reflèteront ainsi leur compréhension de l'importance du problème et du besoin de fournir ces services essentiels.*

- *Les responsables des décisions peuvent minimiser ces obstacles en les considérant comme des défis et en participant activement aux côtés des utilisateurs principaux des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, c'est-à-dire les femmes de la communauté. L'assignation de ressources pour des projets d'eau potable et d'assainissement et leurs programmes d'appui constitueraient un investissement considérable, non seulement quant à l'amélioration des conditions de santé et de vie, mais aussi en termes de la capacité productive des membres présents et futurs de la communauté.*

- *Les améliorations provoquées par les activités de l'IDWSSD permettront aux hommes et aux femmes des communautés bénéficiaires et aux responsables des décisions au niveau central de constater que la création de ces services de base augmente l'espérance de vie et réduit les maladies et la perte d'heures de travail, ce qui élève la productivité des travailleurs et améliore la situation économique de la population et du pays tout entier.*

- *Les efforts au niveau international peuvent accroître la prise de*

conscience de ces problèmes, étant donné que les maladies associées à l'eau et aux déchets ne sont pas limitées aux frontières nationales.

- Dans le domaine de la santé et de l'assainissement, l'approvisionnement en eau potable et en services d'assainissement plus adéquats devrait être considéré comme un élément essentiel pour améliorer les conditions sociales et sanitaires de la population. L'obtention d'eau dépend souvent du travail physique des femmes et des enfants qui doivent transporter le liquide des sources d'approvisionnement jusqu'à leur lieu de résidence.

- Des sources d'eau potable plus accessibles encourageraient les femmes à s'engager plus à fond dans les activités d'hygiène préventive, au lieu de se limiter aux purements curatives, comme elles sont obligées de le faire actuellement à cause de leur surcharge de travail.

- A ce sujet, l'approvisionnement adéquat en eau potable le plus proche possible de leur maison permet aux femmes d'avoir un peu plus de temps pour s'engager dans les aspects préventifs des soins de santé ainsi que dans les activités liées au développement. Ainsi, les femmes pourraient visiter les cliniques de santé materno-infantile en vue de se faire vacciner et d'identifier les facteurs de risque de maladies infantiles immunisables, telles que la tuberculose, la rougeole, le tétanos, la coqueluche et la polio. Elles pourraient également y obtenir de l'information concernant la grossesse et l'accouchement.



Jeune femme remplit son seau.

Photo: UN/John Isaac

MESSAGE DU SOUS-SECRETAIRE GENERAL AU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AUX AFFAIRES ECONOMIQUES, M. SHUAIB UTHMAN YOLAH, AU SEMINAIRE INTERREGIONAL SUR LE ROLE DES FEMMES ET LA DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

C'est avec joie que je saisis cette occasion pour saluer cordialement les participants au Séminaire inter-régional sur le rôle des femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. A cet égard, je désire exprimer ma profonde gratitude et mes remerciements les plus sincères au Gouvernement et au peuple de la République arabe d'Egypte pour leur offre généreuse d'hospitalité envers cette réunion si importante.

L'engagement de la République arabe d'Egypte envers le thème de ce séminaire constitue un signe d'espoir et de prise de conscience croissante des problèmes du développement, particulièrement ceux que confrontent les grandes masses populaires. C'est également un témoignage du fait que le bien-être des peuples, autant hommes que femmes, se convertit progressivement en objectif central du développement.

Les prévisions pour la fin du siècle concernant les nombreux problèmes du développement sont inquiétantes. La crise que traverse notre monde actuellement a démontré l'interdépendance des différents problèmes du monde, dont plusieurs ont atteint un stade critique et provoqué des situations encore plus complexes, surtout dans les pays en développement. Ainsi, par exemple, l'infrastructure de base pour les services d'électricité, transport, approvisionnement en eau potable, égouts, etc., ne peut satisfaire la demande croissante.

Dans la mesure de leur moyens, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions et organismes spécialisés apportent de l'assistance aux efforts nationaux entrepris pour faire face à ces besoins. Néanmoins, malgré leur ampleur et leur dynamisme, ces initiatives internationales ne constituent qu'une contribution mineure aux efforts déployés par les pays en vue d'exploiter leurs propres ressources et d'utiliser leur potentiel pour résoudre ces problèmes si urgents.

L'INSTRAW est un des organismes du système des Nations Unies qui constitue un exemple de cet effort international orienté vers la solution de certains de ces problèmes. Conformément à son mandat, les activités de l'Institut sont axées sur les problèmes que confrontent actuellement les femmes dans le processus de développement et sur l'intégration à ce processus de la moitié de l'humanité.

Les rôles multiples des femmes sont essentiels pour la prospérité et le bien-être de toute société. Celles-ci ont donc l'obligation d'aider les femmes dans l'exécution de leurs tâches familiales et au travail.

Il ne fait pas de doute que cette réunion contribuera à une sensibilisation de l'opinion publique, à une prise de conscience croissante et à un changement des mentalités, non seulement de l'opinion publique en général, mais également, espérons-le, des responsables des politiques. L'échange d'information sera le premier pas vers la solution des problèmes.

Je suis convaincu que les résultats de ce séminaire constitueront une contribution précieuse à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, proclamée par les Nations Unies.

Je vous souhaite le meilleur des succès pour votre réunion.

Photo: UN/John Isaac



Shuaib Uthman Yolah.

REUNION DU CENTRE INTERNATIONAL D'INFORMATION SUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNAUTES (IRC)

La décennie Locale: Hommes, Femmes et Institutions Face aux Problèmes de l'Eau et du Développement

Un symposium intitulé "La décennie locale: Hommes, femmes et institutions face aux problèmes de l'eau et du développement" a eu lieu à Amsterdam du 20 au 22 juin 1984.

Ce symposium a été organisé sous les auspices du Centre international d'information sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement des communautés (IRC), en appui à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (IDWSSD) et pour célébrer le quinzième anniversaire du IRC.

Cette réunion a également été planifiée comme activité de suivi postérieure au Séminaire interrégional sur les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, organisé par l'INSTRAW au Caire,

Egypte (12-16 mars 1984) et dont elle a pu utiliser les résultats.

Le symposium avait pour objectifs:

- réviser les expériences concernant l'équilibre entre les contributions locales et l'appui de haut niveau aux projets d'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, en insistant particulièrement sur les responsabilités et les droits locaux, ainsi que leurs conséquences pour les institutions chargées des projets;
- identifier les conditions limitatives et les modalités concrètes de l'intégration effective des femmes à leurs communautés dans les domaines de la planification, le maniement, l'entretien, l'utilisation et l'évaluation des systèmes d'approvisionnement

en eau potable et d'assainissements;

- identifier les déficiences de connaissances ou d'expérience; définir des alternatives quant aux expériences, la recherche et le développement; et suggérer des façons d'incorporer celles-ci aux programmes actuels et futurs.

Différents groupes de travail ont examiné les quatre thèmes suivants:

1. Préparation et lancement de projets dans la communauté.
2. Organisation et entretien locaux, y compris le choix des techniques.
3. Apprentissage de l'hygiène.
4. Administration au niveau local, incluant les questions financières et la production de revenus.

Au cours des débats, on a traité de l'équilibre entre les fonctions qui doivent être assumées par les communautés locales quant à l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement et celles des organisations au niveau supérieur, telles que les services de santé et d'approvisionnement en eau, les ONG et les organisations donatrices.

Chaque participant au symposium a été affecté à un groupe de travail. Mme Mervat Tallawy, Chef de recherche et de formation qui représentait l'INSTRAW, a participé au groupe de travail No. 1: "Préparation et lancement de projets dans la communauté".

Il a également été demandé à l'Institut de collaborer avec des suggestions d'expériences concrètes, de recherches et/ou des activités de développement qui permettent de combler les lacunes existantes dans les connaissances et l'expérience actuelles.

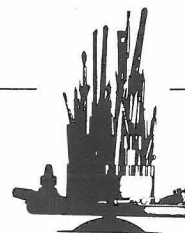


Photo: UN/Ray Witting

Un homme et sa femme travaillent dans un projet de la communauté.

Le Concours pour la Réalisation de L'Emblème de L'INSTRAW

Attire une Chiffre Record de Participants Provenants du Monde Entier



Le concours pour la réalisation de l'emblème de l'Institut a reçu la participation de 900 artistes de près de 50 pays.

Un jury international, présidé par le Sous-Secrétaire général à l'information publique, M. Yasushi Akashi, doit se réunir au siège des Nations Unies à New York en septembre de cette

année à fin de constituer le comité de sélection qui attribuera le premier et le deuxième prix aux gagnants respectifs.

Une exposition publique, qui inclura l'emblème retenu ainsi que les autres dessins présentés au concours, sera organisée au mois de novembre dans une des salles des Nations Unies.

Les Fonds de L'Institut Proviennent Exclusivement de Contributions Volontaires

Voulez-Vous Aider l'Institut?

Le progrès des nations s'exprime, en partie, par les recherches scientifiques visant à apporter la prospérité et le bien-être aux populations. Néanmoins, dans la pratique, la recherche et la formation ne sont pas, dans la majorité des cas, retenues comme domaines d'actions prioritaires.

L'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme, est un organe des Nations Unies qui a pour but de mener des actions de recherche et de formation visant à la promotion des femmes. L'INSTRAW est financé exclusivement par des contributions volontaires. Par conséquent, l'étendue de son action est en fonction de l'appui financier volontaire provenant des organisations gouvernementales, non-gouvernementales ou des institutions philanthropiques.

L'Institut offre de nombreux programmes de recherche et de formation dans les domaines tels que la statistique, les indicateurs,

le développement planifié, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, les relations économiques internationales, l'information, la documentation et la communication. Aidez-nous à financer nos activités, en totalité ou en partie, ou informez vos amis, tous ceux qui peuvent contribuer au financement des activités de l'Institut.

Votre compréhension, votre confiance et votre soutien nous sont essentiels.

La Conférence des Nations Unies pour les annonces de contribution au programme des Activités de Développement aura lieu à la siège centrale des Nations

Unies au début du mois de Novembre, 1984.

Le propos de cette conférence c'est de confirmer le montant des sommes assignées aux activités de développement que les états participants apporteront entre le 1 Janvier et le 31 Décembre 1985.

Les contributions aux divers programmes et fonds, même celles qui ont été faites directement au Conseil d'Administration des Fonds de l'INSTRAW, seront connues à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contribution. Jusqu'à l'heure actuelle, 46 pays ont déjà fait leurs contributions aux travaux de l'Institut.

**VEUILLEZ NOUS FAIRE PARVENIR VOTRE CONTRIBUTION
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES FONDS DE L'INSTRAW
A LA SIEGE DES NATIONS UNIES A NEW YORK,
OU A LA SIEGE CENTRALE DE L'INSTRAW
A SAINT-DOMINGUE, REPUBLIQUE DOMINICAINE,
A L'ADRESSE CI-JOINTE:
BOITE POSTALE 21747.**

Téléphone et télécopie: (809) 685-2111. Telex 3264280.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

L'INSTRAW a participé à la trentième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à Vienne du 15 au 25 février 1984 et suivie immédiatement (du 27 février au 7 mars) de la deuxième session de la Commission constituée en Organe préparatoire de la Conférence Mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: Egalité, développement et paix.

Au point de l'ordre du jour intitulé "Mesures prises par le système des organisations des Nations Unies et par les organisations intergouvernementales, il a été présenté, parmi d'autres documents, le Rapport d'Activité sur l'Institut, tel que l'avait demandé la Commission lors de sa vingt-neuvième session (A/38/406).

Au cours de la deuxième session de la Commission, constituée en Organe préparatoire de la Conférence mondiale, Mme. Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW a attiré l'attention sur les activités pertinentes de l'INSTRAW et a mentionné les réunions régionales sur les Statistiques et les indicateurs relatifs à la situation de la femme, ainsi que le séminaire inter-régional sur le thème "Les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement" tenu au Caire, Egypte, en mars 1984.

Mme. Pastizzi-Ferencic a également fait référence aux programmes de l'Institut relatifs au rôle de la femme dans les relations économiques internationales, les politiques des pays en voie de dé-

veloppement, l'auto-suffisance et les activités sectorielles. Elle a souligné l'importance croissante des activités de recherche, formation, information et communication, qui doivent contribuer à l'exécution des programmes pragmatiques relatifs aux femmes.

Finalement, la Directrice a exprimé l'espoir que la Conférence Mondiale encourage la définition de priorités nationales quant aux activités de recherche, formation et information, ce qui aiderait à garantir la continuité des programmes concernant les femmes et le développement, grâce aux efforts déployés de façon simultanée sur les plans nationaux, régionaux et globaux.

PREMIERE REUNION PREPARATOIRE REGIONALE DU CESAP POUR LA CONFERENCE DE NAIROBI SUR LES FEMMES ET "LA FIN DE LA DECENNIE"

La première réunion préparatoire régionale pour la Conférence mondiale de Nairobi en 1985 a été organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à Tokyo, du 26 au 30 mars 1984.

Cette réunion, qui a duré cinq jours, a rassemblé des représentants de 31 gouvernements affiliés à la CESAP, 3 pays observateurs, 36 organisations non-gouvernementales (ONG), 15 organes et institutions spécialisées des Nations Unies et 3 autres organisations intergouvernementales.

Les recommandations qui ont été adoptées visent à aider 1,280 millions de femmes en Asie et dans le Pacifique à s'intégrer plus rapidement au processus de déve-

loppement et dans des conditions d'égalité avec les hommes.

Afin d'associer les questions féminines de façon effective au processus global du développement, il a été suggéré que l'on encourage les institutions régionales de recherche à définir les fondements conceptuels des problèmes de la femme et à élaborer des modèles d'action concrète dans le contexte des différentes circonstances socio-culturelles, économiques et politiques qui existent en Asie et dans le Pacifique.

La réunion a insisté sur une utilisation efficace des médias et des arts de la communication, non seulement pour promouvoir une image plus positive de la femme, mais aussi pour les motiver à jouer un rôle plus actif dans le processus du développement.

On a également souligné le rôle vital de l'éducation dans l'amélioration de la condition de la femme. Il a été signalé que l'éducation des parents devrait avoir pour objectif d'éliminer les croyances et attitudes discriminatoires et d'éviter qu'elles ne resurgissent. Dans ce contexte on a exprimé la crainte d'une augmentation de l'analphabétisme parmi les femmes.

Vu le fait que la stratégie pour l'avenir devrait couvrir toute la période jusqu'à l'an 2,000, la réunion a insisté sur une évaluation périodique à court terme de la situation des femmes, au moins tous les cinq ans.

Pendant le temps de parole accordé aux institutions des Nations Unies, le Chef de recherche et de formation de l'INSTRAW, Mme Mervat Tallawy, est intervenue au cours de la plénière, au nom de l'Institut.

Elle a fait référence au pro-



gramme de travail et d'action de l'Institut et a mentionné que les tendances actuelles de la recherche et des études publiées sur les femmes indiquent que des mesures concrètes doivent être prises pour renforcer les progrès juridiques et légaux déjà réalisés par les femmes dans le domaine de l'égalité des droits. Cela peut s'atteindre si l'on s'efforce de mieux faire reconnaître et apprécier le rôle des femmes dans la société et leur contribution au processus du développement socio-économique du pays. De cette façon, les besoins et exigences des femmes seraient pris en ligne de compte par les responsables des politiques et les planificateurs, ce qui assurerait leur pleine intégration au développement.

Les sessions ont été présidées par Mme Nobuko Takahashi du Japon, qui au moment de la conférence assumait encore son deuxième et dernier mandat comme membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW. Mme Takahashi a également occupé le poste d'ambadrice de son pays au Danemark.

SEMINAIRE DE L'ESCAP SUR LES STATISTIQUES SOCIALES ET INDICATEURS CONNEXES (SEOUL, REPUBLIQUE DE COREE)

A la suite du programme d'activités de l'INSTRAW, l'institut a été représenté au séminaire sur les Statistiques sociales et indicateurs connexes, célébré sous les auspices du Gouvernement de la République de Corée. Ce séminaire avait pour objectif général de discuter des problèmes communs et de faire le point des progrès réalisés dans le domaine

des statistiques sociales, en vue de stimuler le développement de ces statistiques et des indicateurs connexes dans les pays du Sud-Est asiatique et de l'Extrême-Orient.

A ce sujet, le séminaire a recommandé de prêter une attention prioritaire à la co-opération entre l'ESCAP et l'INSTRAW. Cette co-opération doit aboutir à pourvoir d'une formation pratique et une assistance technique aux pays compris dans la région de l'ESCAP.

On espère que les résultats de ce séminaire faciliteront la planification du développement social grâce à l'amélioration des statistiques sociales et indicateurs connexes dans cette région.

Le séminaire a eu lieu du 22 au 28 mai 1984 et a compté parmi ses participants les principaux fonctionnaires chargés des activités dans le domaine des statistiques sociales. L'INSTRAW a été représenté par M. Robert Johnston du Bureau de Statistiques de l'ONU.

LES FEMMES FACE AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Conformément à son mandat d'élaborer des principes directeurs pour garantir l'introduction des questions concernant les femmes dans les programmes de développement industriel, l'Institut organisera à Vienne, en décembre 1984 et en coopération avec l'ONUDI, un atelier en vue de préparer un module de formation pour les femmes chefs d'entreprise dans les activités industrielles. Il s'agit d'une des séries d'ateliers organisés par l'ONUDI dans ce domaine.

Les femmes constituent une véritable force directrice dans les

industries petites et moyennes de nombreux pays en voie de développement, où elles ont traditionnellement assumé d'importantes responsabilités dans l'industrie et le commerce. En général, les programmes éducatifs et de formation dans le domaine des activités industrielles négligent les problèmes spécifiques des femmes. Celles-ci n'ont pas toujours la possibilité de bénéficier pleinement des avantages des programmes de formation disponibles dans le domaine de la gestion industrielle. Elles doivent surmonter des obstacles institutionnels et psychologiques avant de pouvoir participer à part entière au processus du développement industriel de leurs pays respectifs. Elles manquent parfois de possibilités d'améliorer leurs connaissances et de mettre leur potentiel au service du développement. Etant donné qu'une grande partie des femmes chefs d'entreprise n'ont pas bénéficié d'une formation adéquate, des programmes appropriés doivent être préparés en fonction de leurs différents niveaux d'éducation et leur environnement concret.

C'est à cette fin que l'atelier de l'INSTRAW-ONUDI établira une méthodologie pour la définition, la préparation et l'élaboration d'un module de formation approprié qui aidera à résoudre les problèmes de gestion que confrontent les femmes chefs d'entreprise dans l'industrie.

A cet égard, l'Institut a participé du 7 au 11 mai 1984, à Georgetown, en Guyana, à l'Atelier régional des Caraïbes sur l'intégration des femmes au processus de développement et de planification industrielle, sous les auspices de l'ONUDI et en coopération avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes.



L'INSTRAW a fait parvenir un message à un atelier antérieur, organisé par l'ONUDI à Harare, au Zimbabwe (Afrique), sur l'intégration des femmes au processus de développement et de planification industrielle. L'ordre du jour de cette réunion incluait le développement industriel en Afrique; un aperçu des stratégies du développement industriel en Afrique; le processus de planification industrielle; l'intégration de la femme au développement et à la planification industrielle; la coopération économique parmi les pays en développement et le rôle de la femme dans le développement des petites industries.

LES CONSULTATIONS NU/ONG — LE SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT — ETABLIR LE CONTACT (CANADA, AVRIL 1984)

En avril 1984 a eu lieu à Ottawa et à Toronto une réunion des Consultations Nations Unies/Organisations Non-Gouvernementales —le Système des Nations Unies pour le développement— Etablir le contact, sous les auspices conjoints du Service de liaison non-gouvernemental des Nations Unies et de l'Association canadienne des Nations Unies.

Ces consultations avaient pour but d'intensifier la collaboration entre les Nations Unies et la communauté des organisations non-gouvernementales au Canada et de faire connaître les efforts entrepris par les Nations Unies dans les domaines socio-économique, culturel et humanitaire. De même, il s'agissait d'organiser une rencontre avec du personnel représentatif des organisations des Nations Unies afin de discuter de

préoccupations communes concernant certains problèmes, partager de l'information sur les recherches en cours, échanger des publications et du matériel éducatif et coordonner des campagnes d'activités spécifiques, des préparations de conférences et des programmes éducatifs.

Les consultations se sont déroulées en séances plénières et en groupes de travail autour des thèmes suivants: les femmes et le développement, l'Année internationale de la jeunesse, les questions monétaires et l'industrialisation, la population, les problèmes alimentaires et l'assistance technique.

La responsable de la Recherche et de la Formation de l'INSTRAW, Mme Mervat Tallawy, a participé comme conférencière au groupe de travail sur les femmes et le développement et a présenté le programme et les activités de l'Institut, en définissant le rôle de l'INSTRAW dans le cadre des efforts internationaux pour la promotion de la femme. Elle a également fait référence à la question des femmes et du développement et aux différentes interprétations et significations qui existent dans ce domaine. Le groupe de travail a aussi discuté de la préparation, par les organisations du système des Nations Unies, de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, qui aura lieu à Nairobi en 1985.

CONSULTATION SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT POUR LA TROISIEME DECENNIE POUR LE DEVELOPPEMENT

Les 15 et 16 mai 1984, le Comité de la Décennie des Nations Unies pour la femme a organisé deux déjeûners de travail consécutifs intitulés "Consultation sur la participation des femmes à la définition de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie pour le développement".

A ces déjeûners ont été invitées les organisations non gouvernementales qui participaient à la réunion du Comité des Nations Unies chargé d'examiner et d'évaluer la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie pour le développement.

Les participants ont discuté des trois points ci-après à l'ordre du jour:

1. Encourager la prise de conscience quant à une stratégie internationale pour le développement et ses effets sur les femmes.
2. Accroître l'utilisation du processus consultatif dans la promotion de la participation des femmes au développement.
3. Stimuler et augmenter la coopération parmi les ONG en vue de l'action.

Un représentant de l'INSTRAW a participé comme observateur.

ACTIVITES DE L'INSTRAW PRESENTES AU CLUB DES FEMMES DES DELEGATIONS DES NATIONS UNIES. Sur l'invitation du Comité exécutif du Club des femmes des délégations des Nations Unies (UNDWC), la Directrice de l'INSTRAW a présenté les objectifs et le programme de travail de l'Institut. Mme Dunja Pastizzi-Ferencic a également fait un exposé des fonctions et des sources de financement de l'INSTRAW à plus de 60 participants.

La Coopération avec les Organisations Gouvernementales et non Gouvernementales de la République Dominicaine

La Directrice du Bureau pour la Promotion de la femme en République Dominicaine, le Dr. Martha Olga García, a tenu une réunion d'information sur le programme de travail et les activités de son Bureau au siège de l'INSTRAW, à Saint-Domingue, le 5 juin 1984.

Le but de la réunion d'information était de familiariser le personnel professionnel et local de l'Institut avec le rôle et le programme de travail de ce Bureau, l'organisme responsable des activités féminines en République Dominicaine, le pays hôte de l'Institut.

Le Dr. García, qui est également ancien membre de droit du Conseil d'administration de l'INSTRAW, a résumé l'histoire des luttes pour l'égalité des femmes dominicaines, leur rôle important dans la vie politique du pays et les préliminaires qui ont abouti à la création du Bureau pour la Promotion de la femme en 1982. Elle a souligné que dans un pays en voie de développement l'intégration des femmes à ce développement est essentielle pour le progrès en général.

Suite à cette réunion d'information et conformément au mandat de coopération de l'INSTRAW avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, une réunion a été convoquée conjointement par

le Bureau de Promotion de la femme et l'INSTRAW, le 15 juin 1984, au siège de l'Institut à Saint-Domingue, avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales de la République Dominicaine. Le programme d'activité et les objectifs de l'INSTRAW et du Bureau

pour la Promotion de la femme ont été présentés et analysés au cours d'une discussion ouverte où plus de 50 participants de différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales ont eu un échange de vues sur le thème des femmes et leur intégration au développement.

Photo: INSTRAW/Pedro Jiménez



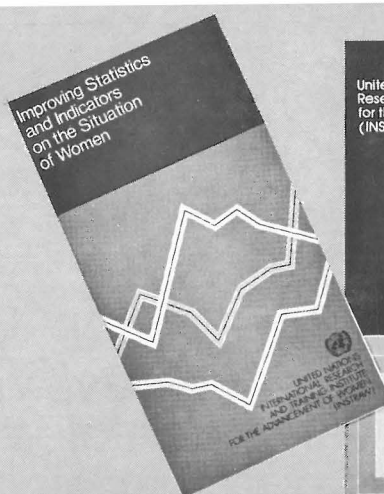
Vue de la réunion co-patronnée par la Direction pour la Promotion de la Femme, de la République Dominicaine, et l'INSTRAW.

OBJECTIFS DU BUREAU POUR LA PROMOTION DE LA FEMME EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

Son objectif principal est de former les femmes dominicaines du point de vue social, culturel, économique, politique et technique, en vue de réaliser leur pleine intégration au processus de développement national, ainsi que le maintien de la paix dans le cadre du respect de la souveraineté nationale.

Ses programmes visent à mettre en oeuvre des projets économiquement rentables pour les femmes dominicaines, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. Ces projets permettraient aux femmes d'acquérir des aptitudes spécifiques tout en se formant au travail.

Publication de l'Institut Actuellement Disponibles



I. Documents présentés au Conseil d'Administration

1. Conception et exécution du sous-programme d'information, de documentation et de communication de l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme. INSTRAW/BT/1982/CRP.1.

2. Rapport intérimaire et programme de travail sur l'amélioration des statistiques et des indicateurs sociaux relatifs à la condition de la femme (Notes du Secrétariat des Nations Unies). Bureau des Statistiques du Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales. INSTRAW/BT/1982/CRP.2 (anglais seulement).

3. Stage de formation sur les principes et la planification de la participation active des femmes au développement. INSTRAW/BT/1982/CRP.3.

4. Mise au point d'un programme de bourses pour l'Institut. INSTRAW/BT/1982/CRP.4.

5. Rôle des femmes dans le nouvel ordre économique international et dans la Stratégie internationale pour le développement (proposition commune UNITAR/INSTRAW). INSTRAW/BT/1982/CRP.5.

6. Rôle de la femme dans la mise en oeuvre de la politique d'autonomie collective des pays en développement. INSTRAW/BT/1982/CRP.6.

7. Participation de l'Institut International de Recherche et de la Formation pour la Promotion de la Femme aux programmes du système des Nations Unies relatifs au rôle des femmes dans les stratégies alimentaires et la conservation des aliments après récolte. INSTRAW/BT/1982/CRP.7.

8. Les femmes et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. INSTRAW/BT/1982/CRP.8.

9. Les politiques énergétiques et les femmes. INSTRAW/BT/1982/CRP.9.

10. Coopération avec les organisations non gouvernementales et les instituts académiques et philanthropiques. INSTRAW/BT/1982/CRP.10.

11. Programme de bourses de l'Institut. INSTRAW/BT/1983/R.4/Add.1.

12. Coopération entre l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme et la Commission de la condition de la femme. INSTRAW/BT/1983/R.6.

13. Financement par des sources non gouvernementales, des sources philanthropiques et autres sources éventuelles. INSTRAW/BT/1983/R.6.

14. Rôle des femmes dans le nouvel ordre économique international et dans la Stratégie internationale du développement. INSTRAW/BT/1983/CRP.1.

II. Publications et documents de travail

1. Rapport technique sur la compilation d'indicateurs sociaux de la condition de la femme. (Institut et Bureau de la Statistique des Nations Unies). New York, 1984.

2. Amélioration des concepts et des méthodes de statistiques et indicateurs relatifs aux femmes. (Institut et Bureau de la Statistique des Nations Unies). New York, 1984.

3. Pochette distribuée à la presse à l'occasion de l'inauguration:

- a) Article intitulé "A catalyst for change";
- b) Faits "Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme";
- c) Faits "Programme de travail de l'Institut pour 1982-1983";
- d) Reportage intitulé "Women and Water";
- e) Communiqué de presse du 4 août 1983;
- f) Communiqué de presse du 11 août 1983.

4. Integration of women in development through technical cooperation among developing countries (TCDC) Nations Unies, New York, 1983.

5. International Drinking Water Supply and Sanitation Decade: Focus

on Women. Document présenté pour la Rencontre des Médias, Copenhague, 31 mai-1 juin 1983.

6. Participation of women in development and the use of water. Document présenté au Colloque international des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Zagreb, 23 au 28 mai 1983.

7. Participation of women in development. The role of the International Research and Training Institute for the Advancement of Women. Document présenté au Séminaire international sur la participation populaire, Ljubljana, 17 au 25 mai 1982.

8. Note d'information sur les femmes et l'économie "cachée", présentée pour le projet de l'Université des Nations Unies sous le titre provisoire de "Les ménages, le sexe et l'âge" par l'Institut International de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme (Rome, avril 1982).

9. Intégration de la femme à la planification du développement (Rapport du séminaire sur le même thème). INSTRAW/BT/1984/5.

10. Statistiques et indicateurs sociaux relatifs aux femmes. (Institut et Bureau de la statistique des Nations Unies, janvier 1984).

11. L'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme. Nations Unies, New York, 1983. Brochure No. 2.

12. Les femmes et l'énergie dans l'application du programme de Nairobi: rôle de l'INSTRAW (projet) New York, 1983.

13. Women's role in the service sector. Issues for discussion New York, août 1982.

14. Amélioration des statistiques et des indicateurs sur la condition de la femme. Saint-Domingue, juillet 1983.

15. Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme. Activités de formation: Aperçu des principes directeurs. INSTRAW. Juillet 1984.



Les Membres du Conseil d'Administration

PRESIDENTE DU CONSEIL:

1979—1982; second mandat 1982—1985:

Delphine TSANGA (République du Cameroun), Ministre des affaires sociales de son pays depuis 1975 et présidente du Conseil national des femmes camerounaises depuis 1964; présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration des femmes au développement, depuis mars 1979; membre de l'Assemblée législative de la République—Union du Cameroun depuis 1965.

1979—1982:

Second mandat 1982—1985:

Gulzar BANO (Pakistan), Secrétaire fédérale de la Division des femmes, Secrétariat d'Etat du gouvernement du Pakistan; ex-administratrice déléguée du Conseil d'Administration des Caisses centrales de bienfaisance et de prévoyance sociale des employés et membre de plusieurs organisations d'assistance sociale au Pakistan.

Ester BOSERUP (Danemark), économiste, spécialiste et professeur de développement agricole et économique international; pionnière des études concernant le rôle de la femme dans les pays en développement; membre de la Commission des Nations Unies pour la planification du développement; auteur des publications suivantes: **Les conditions de la croissance agricole; Le rôle des femmes dans le développement économique; et L'intégration des femmes dans le développement.**

Vilma ESPIN DE CASTRO (Cuba), membre du Conseil d'Etat et député de l'Assemblée générale de Cuba; membre du Comité central du Parti communiste cubain depuis 1965; présidente de la Fédération des femmes cubaines (FMC) depuis 1960; vice-présidente de la Fédération internationale démocratique des femmes depuis 1973.

Vida TOMSIC (Yougoslavie), membre de la Présidence de la République socialiste de la Slovénie et présidente du Conseil des relations internationales de cet organisme; professeur de droit familial à la Faculté de droit de l'Université de Ljubljana; auteur de **Femmes, travail, famille, société.**

1983—1986:

Suad Ibrahim EISSA (Soudan), présidente du Comité d'éducation et de recherche scientifique de l'Assemblée nationale du peuple. Elle possède une vaste expérience dans le domaine de la promotion de l'éducation de la femme au Soudan. Fondatrice de la première institution d'enseignement secondaire privé pour filles de Khartoum. Membre du bureau exécutif de l'Union des femmes du Soudan et membre fondateur du bureau exécutif de l'Organisation scientifique Bakir Badri pour les études féminines, organisation visant à promouvoir la participation des femmes soudanaises au développement, particulièrement dans les zones rurales. Elle a participé à de nombreux séminaires, conférences et ateliers tant au Soudan qu'au niveau international. Elle a entrepris de nombreuses études de recherche concernant la condition de la femme au Soudan, plus particulièrement dans le domaine éducatif.

María LAVALLE URBINA (Mexique), représentante du Mexique auprès de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des Etats américains (OEA). Présidente de la Commission de justice du Sénat. En 1963, elle a été nommée Femme de l'année à Mexico pour ses efforts en faveur des femmes. En 1980, elle figurait sur la liste des 10 femmes qui ont marqué les années 80. En 1973, elle a reçu le prix des Nations Unies pour son travail éminent en faveur des droits de l'homme. Elle possède une longue expérience éducative et juridique et participe activement à la défense des droits de la femme au Mexique. Elle a représenté le Mexique à de nombreuses conférences régionales et internationales, notamment auprès de la Commission des Nations Unies pour la condition de la femme. Le Mexique et plusieurs autres pays latinoaméricains ont reconnu officiellement ses mérites dans le domaine juridique.

Helen STAMIRIS (Grèce), membre du Conseil d'administration de l'Institut méditerranéen des études féminines à Athènes. Elle possède une vaste expérience et une connaissance profonde des questions féminines et en particulier des programmes concernant les femmes immigrantes et réfugiées. Elle a participé à des groupes

d'études, des comités et des conférences sur les politiques d'immigration, les problèmes des travailleurs migrants et les relations entre différentes cultures et groupes ethniques. Dans le domaine des services sociaux, elle a contribué à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un projet de système centralisé de services sociaux pour la zone métropolitaine de Montréal, au Canada. Ce nouveau système intègre tous les services sociaux, médicaux et communautaires. Helen Stamiris a également collaboré avec plusieurs gouvernements en tant que consultante en matière de politiques et programmes de services sociaux.

1984—1987:

Daniela COLOMBO (Italie) possède une vaste expérience dans le domaine des questions féminines et du développement. Elle est la fondatrice et vice-présidente exécutive de l'Association italienne pour les femmes et le développement (AIDOS). Membre de la Commission pour l'égalité dans l'emploi du Ministère italien du travail. Représentante de l'Italie auprès du Comité consultatif de la Commission économique européenne pour la promotion de la femme en Europe. Elle a participé à de nombreuses conférences internationales sur les questions féminines. Ses études de recherche, articles et essais traitent du rôle économique de la femme dans les sociétés avancées et moins avancées. Daniela Colombo est également productrice de programmes de radio et de télévision sur la situation de la femme en Italie et dans d'autres pays.

Zhor LAZRAC (Maroc). Professeur de l'Institut universitaire de recherche scientifique et éducatrice professionnelle. Elle est engagée depuis longtemps dans des activités ayant trait aux femmes, à la jeunesse et à la culture. Zhor Lazrak a été présidente de l'Association pour la protection de la famille marocaine, a participé à de nombreuses réunions aux niveaux national, régional et international sur la femme, la jeunesse et la culture et est l'auteur de plusieurs articles sur ces thèmes.

Achie SUDIARTI LUHULIMA (Indonésie). Directrice des projets dans les domaines de la promotion des ressources humaines pour la recherche et le développement. Elle dirige des ateliers de recherche et de formation au développement pour les administrateurs et chercheurs des centres et institutions de recherche et de développement, les ministères, organismes non-ministériels, universités et industries. Elle possède une vaste expérience dans le domaine des politiques scientifiques, l'élaboration des programmes nationaux de développement et la planification à longue échéance. Achie Sudiarti Luhulima est l'auteur de nombreux articles sur la politique scientifique et la planification, plus particulièrement en Indonésie, la promotion des ressources humaines, de l'organisation scientifique et de la recherche en Indonésie.

MEMBRES DE DROIT DU CONSEIL

- Un représentant du Secrétaire général
- Le Directeur de l'Institut
- Un représentant des commissions économiques régionales des Nations Unies
- Un représentant de la République Dominicaine.



INSTRAW-NOUVELLES

est le bulletin informatif de l'Institut et ses activités dont la publication se fait trois fois par an.

Distribué gratuitement, le bulletin est publié en anglais, espagnol et français.

Pour l'obtenir, veuillez vous adresser à la siège de l'INSTRAW:
Avenida César Nicolás Penson 102-A
(ou à la boîte postale 21747)
Saint-Domingue,
République Dominicaine
Téléphone (809) 685-2111 au 17
Télex 3264280 WRA SD

Bureau d'appui à New York:
Chambre 2914 F, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017
Téléphone: (212) 754-5682



Photo: INSTRAW



Siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue
Imprimé en République Dominicaine

P.I./002/500/F/Juillet/1984